Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Thaïlande > Santé (Thaïlande) > Epidémies, pandémies (santé, Thaïlande) > Covid-19 : La Thaïlande assommée par l'arrêt des échanges internationaux

Asie - Reportage

# Covid-19 : La Thaïlande assommée par l'arrêt des échanges internationaux

samedi 22 août 2020, par SIEGEL Laure (Date de rédaction antérieure : 2 août 2020).

Hormis pour quelques catégories de voyageurs, la Thaïlande s'est fermée au monde depuis quatre mois pour se prémunir contre l'importation de cas de Covid-19. Une victoire sanitaire au prix de la mise en sommeil du tourisme et d'une forte baisse des exportations.

Golfe de Thaïlande (Thaïlande).- « Début avril, le gouvernement a ordonné l'arrêt des réservations dans les hôtels et la plupart des établissements ont licencié une grande partie de leur personnel. Quatre à cinq mille travailleurs birmans se sont retrouvés bloqués sur l'île, sans argent, sans nourriture, sans logement. » Ancien instituteur originaire de l'État de Rakhine, dans le nord de la Birmanie, Ko Than Aung travaille depuis dix ans dans un restaurant de Koh Phangan.

Cette île du golfe de Thaïlande, renommée pour la Full Moon Party sur la plage de Haad Rin, attirait un million de touristes par an jusqu'en décembre dernier. Des centaines de milliers de migrants du Cambodge, de Birmanie ou des régions les moins développées de Thaïlande sont les petites mains derrière les vacances paradisiaques à prix doux qui attirent les foules sous ces latitudes depuis les années 1990.

Sous-payés et souvent non déclarés, ils sont l'un des moteurs de l'émergence d'un tourisme de masse qui a attiré 39,8 millions de visiteurs et 52 milliards d'euros en devises étrangères en 2019. Quand l'espace aérien thaïlandais a été bouclé, des milliers d'entre eux se sont retrouvés dans les files de distribution de nourriture organisées par des restaurateurs et associations.

« Je viens d'avoir un troisième enfant et je ne veux pas rentrer en Birmanie, il n'y a rien pour nous là-bas et nous ne voulons pas nous retrouver parqués en quarantaine à la frontière. Il faudrait qu'on passe vingt et un jours dans un camp dans la jungle avec deux toilettes pour 500 autres personnes, puis une semaine en isolement à la sortie de nos villages. Mais si les touristes ne reviennent pas cette année, nous serons forcés de rentrer. Les Thaïlandais ont droit à des aides officielles, mais les migrants sont dépendants de la charité et des prêteurs usuriers dans leur communauté et leurs dettes deviennent incontrôlables », explique Ko Than Aung.

Représentant de Human Rights Watch (HRW) pour la Thaïlande, Sunai Pasuk dépeint une détresse inédite aux quatre coins du pays : « Dans les villes au nombre de travailleurs migrants élevé, comme dans les ports de pêche à Samut Prakan, les zones touristiques telles que Phuket ou le long de la frontière avec la Birmanie, ils ont été les premiers à être licenciés. Puis ça a été au tour des Thaïlandais. Je suis originaire de Phuket, une des provinces les plus riches, et c'est la première fois de ma vie que je vois les gens faire la queue pour manger. Trois fois par jour, ils doivent s'aligner pour manger. Rien que dans le quartier rouge de Patpong à Bangkok, 500 travailleurs du sexe ont encore besoin d'être nourris quotidiennement. Ce n'est plus viable. »

Des artères commerçantes de Bangkok, Phuket, Chiang Mai, Pattaya, Koh Samet et des dizaines d'autres îles se sont transformées en quartiers fantômes et les panneaux « À vendre » se multiplient sur des rideaux de fer tirés.

Selon Tanes Petsuwan, député-gouverneur à l'autorité du tourisme de Thaïlande, au moins 80 % des revenus liés au tourisme sont perdus et seuls 6,7 millions de visiteurs ont été comptabilisés cette année avant l'arrêt des arrivées internationales : « Cela devait être une très bonne année, nous allions fêter les six décennies de notre industrie touristique et de la compagnie nationale Thai Airways. En 1960, la Thaïlande accueillait 80 000 visiteurs internationaux, en 2020, nous allions passer la barre des 40 millions. Mais le rêve s'est effondré. C'est la pire situation que l'industrie ait jamais connue, pire que la crise financière de 1997, le tsunami de 2004, les épidémies de Sras, de MERS, de grippe aviaire, pire que les troubles politiques. Nous avons surmonté toutes les crises précédentes en moins d'un an, mais pour celle-ci, l'incertitude est très forte, nous pourrions ne jamais atteindre à nouveau les chiffres de fréquentation pré-Covid. »

« Teflon Thailand », surnom dû à la légendaire capacité de résilience du secteur de l'hospitalité, a du plomb dans l'aile car rien ne présage que son ciel rouvre cette année aux vols commerciaux. Comme d'autres pays d'Asie du Sud-Est, elle est parvenue à maintenir des niveaux d'infection très modestes – 3 320 cas et 58 décès officiellement reportés au 3 août pour 70 millions d'habitants.



Un des nombreux magasins abandonnés et proposés à la location dans le quartier de Bo Phut à Koh Samui. © LS

L'expérience du corps médical dans la gestion épidémique, une stratégie d'isolement et de traçage des cas positifs et des pratiques culturelles d'hygiène et de distanciation auraient fait la différence, entre autres théories liées au climat et à la génétique [1]. La Thaïlande, première touchée par le Covid-19 après la Chine, n'a pas l'intention de mettre en péril cette performance tant qu'un moyen rapide et efficace pour s'assurer qu'aucun voyageur infecté n'entre sur son territoire ne soit trouvé.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, seules des catégories spécifiques d'étrangers sont autorisées à faire une demande de siège dans les rares vols de rapatriement vers Bangkok, destinés en priorité à la diaspora qui attend depuis des mois de pouvoir rentrer au pays : travailleurs frontaliers, époux de citoyens thaïlandais, détenteurs d'un permis de travail, étudiants, membres d'équipes de tournage et certains visiteurs d'affaires et touristes médicaux.

Tous doivent être assurés pour le Covid-19 et à hauteur de 100 000 dollars (près de 85 000 euros), présenter divers certificats et sont soumis à une période de quarantaine de quinze jours dans des hôtels certifiés par l'État, à leurs propres frais, pendant laquelle les arrivants sont testés deux fois.

Mais un soldat égyptien s'est joué du système de surveillance en quittant son hôtel de quarantaine pour visiter un centre commercial de la ville côtière de Rayong. Il a ensuite été testé positif et même s'il n'a, a priori, contaminé aucun local, l'affaire a provoqué une vague de panique dans le Sud [2]. Les autorités ont répondu à la salve de critiques sur ces manquements en durcissant les conditions d'entrée pour le personnel diplomatique et militaire, alors que plus de la moitié des Thaïlandais se

disent toujours complètement opposés au retour des visiteurs avant l'éradication complète du virus [3].

« La société est devenue obsédée par le cas zéro. Les Thaïlandais ne veulent pas que les touristes reviennent sans être vaccinés [une fois que le vaccin aura été trouvé – ndlr], car ils n'ont pas une confiance absolue dans leur gouvernement pour faire face à une éventuelle crise sanitaire d'ampleur », dit Kirida Bhaopichitr.

Analyste à l'Institut de recherche pour le développement de la Thaïlande, elle prévoit un rétablissement très graduel : « Le tourisme international commencera à se redresser lentement à la fin de 2020, en se concentrant sur des voyageurs d'affaires et médicaux ayant déjà visité la Thaïlande pour ces raisons. Les touristes étrangers vaccinés pourront commencer à venir en 2022 et la reprise complète ne se fera pas avant 2023. »

Mi-juin, les mesures de couvre-feu et de restrictions de déplacement entre provinces ont été levées et les réservations dans les hôtels autorisées en guise de maigre compensation. D'un montant de 606 millions d'euros, la campagne de promotion « We Love Thailand » consiste en de fortes réductions sur les vols et hôtels pour les résidents. « Le tourisme domestique commencera à se redresser à l'automne 2020 avec des séminaires, conférences et voyages de loisirs, mais il ne retrouvera pas son niveau pré-Covid avant 2022 », prévient Kirida Bhaopichitr.

Si le tourisme intérieur représentait la part non négligeable d'un tiers des revenus tirés du secteur, un marché de voyageurs locaux au bout de leurs économies n'est pas suffisant pour soutenir les opérateurs du secteur : « Avec ce genre de tarifs, nous fonctionnons à perte et une guerre entre établissements se profile pour remplir des chambres à tout prix. Je pense qu'une bonne moitié ne vont pas survivre l'année et il faut remettre les compagnies aériennes en service et signer des accords de déplacement bilatéraux au sein de l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est – ndlr] pour sauver le reste », dit le gérant d'une chaîne d'hôtels de luxe.

Les voyageurs chinois ayant représenté le quart des visiteurs en Thaïlande en 2019, Tanes Petsuwan confirme que « le plan de relance est de se concentrer sur l'ouverture aux touristes de Chine, Corée, Taïwan, Hong Kong, Japon et pays frontaliers. L'Europe et les États-Unis ne pourront pas être de retour cette année, car ils se battent encore contre le Covid-19 ».

Au 26 septembre, les dizaines de milliers d'étrangers qui ont choisi de rester en Thaïlande au début de la pandémie devront avoir régularisé leur visa ou quitter le pays, ce qui réduira encore le peu d'activité dans les zones touristiques.

Kirida Bhaopichitr prédit à terme une évolution du tourisme de masse au tourisme régional, des grands « resorts » (villages de vacances) aux hôtels de charme et des vols longue distance à courte distance : « Le coût des voyages sera plus élevé, car les règles de l'aviation exigent une distance physique pour les vols long-courriers et il y en a moins. Air Asia pourrait augmenter ses prix de 10-15 % pour atteindre le seuil de rentabilité. Nous nous attendons à de nombreuses fusions et acquisitions dans l'hôtellerie et le transport aérien. »

Enfin, « la prise de conscience de la santé va modifier le modèle du tourisme ». Avec son nouveau slogan, « Amazing Trusted Thailand », qui vante « l'efficacité du système de santé public, la nourriture, culture, beauté naturelle du pays et l'hospitalité du peuple thaïlandais », le pays entend surfer sur son succès dans le contrôle de l'épidémie et renouveler l'offre sur le marché du tourisme médical.

La chaîne d'hôtels Dusit Thani s'est ainsi associée à un hôpital pour créer un centre de bien-être à

Hua Hin et les îles du golfe de Thaïlande, où seule une poignée de cas a été recensée en six mois, pourraient être promues en destinations directes comme des bulles préservées du virus.

# Un tourisme moins destructeur?

Tanes Petsuwan estime que « c'est le meilleur moment dans ce pays pour réformer le secteur », pointé du doigt depuis des années pour ses aspects les plus troublants : exploitation d'animaux et assimilation de minorités ethniques à des fins touristiques, zone grise de la prostitution, théoriquement illégale mais tolérée par les autorités contre commission, pratiques frauduleuses et failles sécuritaires, bétonisation des zones balnéaires, pollution de l'environnement et épuisement des ressources en eau.

Des espèces rares ont définitivement bénéficié d'une présence humaine moindre et s'aventurent dans des endroits où elles n'ont pas été vues depuis des années : des tortues vertes ont pondu sur les plages de Koh Samui et des dugongs ont été aperçus autour de Ban Phe, des requins-baleines à Koh Tao et des dauphins roses au large de Koh Phangan.

Assis devant son auberge dans le Chinatown de Koh Phangan, James tient à partager ses idées de renouveau : « Je suis originaire de Vancouver, où ma famille a géré un hôtel au bord d'un parc national pendant quarante ans. Les gens sont très friands des magnifiques treks à faire dans la région. Je suis convaincu que ça pourrait aussi être très populaire ici. La nature est le plus bel atout de ces îles, qui ressemblent à Jurassic Park dès qu'on sort de la route principale, et se diriger vers un tourisme écoresponsable permettrait de maintenir et protéger ces endroits. »

Si les investissements tardent, le ministère des parcs nationaux a du moins annoncé que tous les parcs terrestres et marins seront fermés entre deux et trois mois par an pour permettre une régénération de la nature pendant la basse saison.

Mais, en attendant une potentielle diversification du tourisme, James va mettre les voiles : « Je venais d'investir pour créer un restaurant de burgers véganes. Je ne peux pas attendre le retour des touristes en perdant de l'argent tous les jours depuis quatre mois, alors que le gouvernement n'offre aucun indice de la date à laquelle le pays pourrait ouvrir. Je vais probablement devoir fermer, déménager dans le village de ma femme dans le Nord-Est et y construire une maison en bambou en attendant... »

La moitié des petites et moyennes entreprises ont subi une perte de revenus extrême après le confinement partiel et le couvre-feu imposé jusqu'en juin, et près de 8 millions d'emplois auraient été perdus en Thaïlande, dont un million rien que dans l'hôtellerie et 2,4 millions dans le tourisme. 80 % des hôtels en Thaïlande sont des affaires familiales et subissent des faillites en série, comme sur l'île de Koh Samui, où plus d'une centaine sont en vente.

Les employés des compagnies aériennes, salons de bien-être, bars, lieux de divertissement, agences de voyages et conducteurs de taxis ont été initialement les plus affectés, mais les experts s'attendent à un fort ralentissement dans tous les secteurs.



Des pêcheurs et habitants sur la plage de Hin Kong au sud de Koh Phangan, désertée après le départ de la majorité des touristes. © LS

Le gouvernement a répondu par des mesures d'allègement des impôts et des prêts et le versement de 9,5 milliards d'euros à 15 millions de travailleurs pauvres et 10 millions de familles de fermiers, par tranches de 135 euros pendant trois mois. Mais les insuffisances et lenteurs du programme ont mené certains au désespoir.

Les travailleurs sociaux témoignent d'une hausse nette du nombre de suicides et l'histoire d'une femme ayant ingurgité du poison raticide en face du ministère des finances après le rejet de son dossier d'aide a fait la une des journaux [4].

En juin, un plan de dépenses d'urgence sans précédent de 60 milliards d'euros, soit près de 13 % du PIB, a été lancé.

Kirida Bhaopichitr appelle à investir en priorité dans la formation afin que les Thaïlandais puissent mieux absorber les chocs à l'avenir : « Si le ralentissement économique se prolonge au-delà de 2022, il restera peu de place pour des mesures de relance budgétaire supplémentaires. Il est important d'utiliser ces fonds pour soutenir les personnes vulnérables, stimuler la demande et préparer le monde de l'après-Covid. Nous avons besoin d'une transformation des compétences, d'une requalification et d'un rééquipement de la main-d'œuvre. Il faut travailler à une meilleure politique de l'emploi au lieu de distribuer des espèces aux gens ou leur dire de retourner dans leurs villages. »

Surtout que les campagnes n'ont pas été épargnées par la crise, 65 % des revenus des ménages agricoles provenant déjà d'activités alternatives et des envois de fonds de membres de la famille non agriculteurs. Les effets cumulés de la sécheresse et des restrictions de déplacement ont fait chuter la production de canne à sucre de 40 %, tout comme celle du caoutchouc, que les agriculteurs n'ont pas pu récolter pendant le couvre-feu, et la chute de la production de riz sera répercutée par des prix en hausse.

L'augmentation du prix de l'or durant l'épidémie a incité une foule de Thaïlandais à vendre leurs possessions dans les bijouteries de Chinatown. Mais, à cette exception près, les exportations ont été durement affectées par une devise forte, la faiblesse de la demande mondiale et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, notamment dans les cruciales industries nationales de l'automobile et des produits pétroliers.

Les restrictions pour lutter contre la propagation du virus ont écrasé la consommation et les investissements privés et les experts prévoient une contraction du PIB de 8 à 10 %, le plus fort déclin de la région Asie-Pacifique.

L'économie était déjà affaiblie par la gestion au jour le jour des affaires et la ligne dure protectionniste de la junte militaire, qui s'est emparée du pouvoir en 2014 et s'y est maintenue, il y a un an, au travers d'élections illégitimes.

Même si les recettes fiscales sont en baisse de 30 % par rapport à l'année précédente, le parti Palang Pracharat a été porté à la tête de l'État par de puissants magnats et est peu enclin à mener une réforme qui mettrait davantage à contribution les fortunes du pays. Dans un pays vulnérable à tout choc extérieur car dépendant des exportations de biens et services pour 60 % de son PIB et du tourisme pour 18 %, l'économiste Chartchai Parasuk estime que le pire est à venir [5] et que la seule façon d'éviter un emprunt auprès du Fonds monétaire international (FMI) sera de faire tourner la machine à billets.



Fin février, deux activistes pro-démocratie portent un tee-shirt anti-Prayuth, ce général militaire à l'impopularité grandissante qui s'est hissé au poste de premier ministre par des manœuvres anticonstitutionnelles lors des élections générales de février 2019. © LS

Ces sombres prédictions s'ajoutent à une crise politique qui gagne en intensité. Mi-juillet, défiant l'interdiction de rassemblement, de larges manifestations ont repris autour du monument de la Démocratie à Bangkok, puis le mouvement « Jeunesse libre » s'est propagé dans les universités du pays, avec un mot d'ordre : le grand nettoyage.

Les protestataires demandent la démission du premier ministre, Prayuth Chan-o-Cha, le changement de la Constitution, l'arrêt des exactions contre l'opposition et un futur pour les milliers de nouveaux diplômés et travailleurs frappés de plein fouet par la dépression. Des militants progouvernementaux ont organisé des démonstrations de force en réponse, appelant à cesser les critiques contre la nation et faisant émerger le risque d'une nouvelle confrontation violente entre les camps conservateurs et progressistes.

Face à la montée des tensions, le gouvernement tire la même vieille corde du durcissement autoritaire, en prolongeant mois après mois le décret d'état d'urgence, en vigueur depuis le 26 mars, au prétexte de mesures de sécurité pour contenir le Covid-19.

Pour Sunai Pasuk, le combat sanitaire se transforme peu à peu en guerre de l'information : « Depuis deux mois, il n'y a pas eu de cas déclaré de transmission locale, donc il n'y a plus de justification acceptable pour cette prolongation. La réalité est que le gouvernement entend être la seule source sur ce qu'il se passe : des personnels médicaux qui ont alerté sur des pénuries d'équipements de protection ont été menacés de poursuites, des manifestations ont été réprimées et des citoyens arrêtés pour avoir exprimé leur mécontentement. L'information ne peut circuler librement et ce décret offre l'impunité aux autorités, qui ne peuvent être tenues responsables pour aucune action ou inaction. »

Alors que le maintien des cas de Covid-19 à zéro, essentiel mais seul indicateur positif de son mandat, est devenu synonyme de survie politique pour le gouvernement, des avertissements émergent dans ses propres rangs. Porte-parole du Centre pour l'administration de la situation Covid-19, Taweesilp Visanuyothin appelle à se faire à l'idée que le monde pourrait bien entrer par effraction en Thaïlande, qu'elle le veuille ou non : « Avec une augmentation quotidienne de plus de 250 000 cas, il y aura 1 million de nouveaux cas tous les trois-quatre jours. Cette situation mondiale est préoccupante. Nous ne nous attendons pas à maintenir l'absence d'infection locale de façon

permanente, mais nous espérons pouvoir prolonger cette période aussi longtemps que possible et faire face efficacement à la situation lorsqu'elle se présentera. »

Si la Thaïlande ne parvient pas à un de ses compromis dont elle a le secret, cette stratégie d'attentisme et d'isolement imposée à tout prix risque de devenir intenable sous la pression de la rue qui exige plus de transparence, le sauvetage d'une économie en souffrance et des réponses à ses plages vides.

# **Laure Siegel**

### P.-S.

• MEDIAPART. 9 août 2020 :

 $\underline{https://www.mediapart.fr/journal/international/090820/la-thailande-assommee-par-l-arret-des-echang} \\ \underline{es-internationaux?onglet=full}$ 

# POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART?

- Site d'information indépendant
- · Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

https://www.mediapart.fr/abonnement

• Les articles de Laure Siegel dans Mediapart : https://www.mediapart.fr/biographie/laure-siegel

## **Notes**

- [1] https://www.nytimes.com/2020/07/16/world/asia/coronavirus-thailand-photos.html
- [3] https://www.chiangraitimes.com/thailand-national-news/vast-majority-of-thai-oppose-opening-thailand-to-foreigners/
- [4] https://choice.npr.org/index.html?origin=https://www.npr.org/sections/goatsandsoda/2020/06/16/874198026/the-cost-of-thailands-coronavirus-success-despair-and-suicide
- [5] https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/1959763/the-worst-of-covid-19-is-yet-to-come